

 CONVENTION
CITOYENNE
DE NANTES**Covid-19 :**
VÉCUS
DE CRISE &
ASPIRATIONS
POUR DEMAIN

Rapport d'étonnement des garant·e·s

Deuxième session de travail 11 au 15 novembre 2020

Arrivé.e.s au milieu du gué, avec deux sessions passées et deux sessions à venir, nous tenons, pour commencer, à saluer l'engagement des membres de la convention dans les échanges.

Dans cette seconde session, nous avons eu l'impression que le format permettait à tous de trouver sa place. Le nombre important d'intervenants a permis l'organisation de petits ateliers (5 ou 6 personnes) où chacun, même les plus discrets, a pu ainsi s'exprimer et poser ses questions.

On peut noter que le nombre assez important d'experts auditionnés a conduit d'une part à une organisation des auditions en sous-groupes de petite taille et à des échanges parfois trop brefs. On pourrait certainement encore améliorer ces échanges en demandant aux intervenants de passer moins de temps à dire qui ils sont et plus de temps au retour d'expérience personnel, professionnel ou scientifique. Certains des garants ont aussi trouvé que certains experts, malgré la grande richesse de leur apport, avaient parfois eu du mal à laisser de côté le jargon professionnel.

C'est pourquoi nous sommes à disposition des membres de la convention qui voudraient nous signaler d'éventuelles difficultés ou incompréhensions. Nous avons reçu avant la dernière séquence de la seconde session un mail d'un conventionnel qui n'a pas pu assister aux deux premières journées et qui s'est senti en décalage par rapport aux sujets abordés et aux intervenants choisis. C'est normal de s'interroger et d'interroger le cadre de la convention, c'est une façon de s'assurer de sa sincérité et de sa robustesse. La frustration peut conduire au désengagement, c'est un choix que nous respectons. Mais cette frustration peut aussi y trouver une place, le cadre le permet. Il peut y avoir des interpellations en plénière ou des contributions écrites sur le site internet.

Ce qui nous conduit à souligner une nouvelle fois à quel point nous tenons tous les quatre à ce que les échanges permettent les désaccords. Nous décelons une tendance au consensus. Et ce dans deux dimensions, d'une part les conventionnels semblent aller vers des sujets qu'ils connaissent déjà ou en tout cas auxquels ils se seraient de toute façon intéressés qu'il y ait ou non la convention. D'autre part, chacun.e semble être rassuré.e et conforté.e par le fait que les autres ont la même opinion sur le même sujet. Se disputer sur des idées est un mécanisme puissant pour faire émerger des pistes qui appartiennent vraiment à la convention et non à ce dont chacun.e était déjà plus ou moins convaincu.e

Ce qui nous amène à souligner un autre paradoxe. Nous sommes interpellé.e.s par votre degré de politisation. Attention, ce terme n'est pas un gros mot et encore moins une critique. La politisation c'est bien l'intérêt pour la chose publique, la capacité de lire et interpréter les lignes de fracture de notre société !

Ceci nous amène à vous faire part d'un autre constat, corollaire de celui que nous venons d'évoquer mais qui n'a pas toutefois pas fait l'objet d'un consensus parmi les garant.e.s. Voilà, il a paru à certain.e.s d'entre nous que vous étiez assez majoritairement porteurs de valeur de gauche... Est-ce un « biais » lié à une culture politique locale assez distincte de celle que l'on peut trouver ailleurs, par exemple en Maine-et-Loire ? Est-ce la résultante d'un « biais de sélection » ? En effet, peut-être que la propension à accepter de participer à ce type de dispositif de structure est plus grande chez les citoyens manifestant une sensibilité de gauche.

Encore une fois, il n'y a là aucun problème a priori ! Mais il ne faudrait pas que cela devienne un problème. Or nous avons senti parfois quelques conventionnels, porteurs d'un autre type de convictions, un peu mal à l'aise dans les échanges. Nous nous sommes demandés s'il ne fallait pas crever l'abcès. Comment ? C'est compliqué. En laissant à chacun dire d'où il/elle parle ? En tout cas, nous sommes convaincus que la politique, au sens de divergences en termes de visions, de valeurs, d'idéologies revient toujours par la fenêtre quand on essaie de lui refuser l'entrée par la porte au nom de principes supérieurs comme la concorde, la citoyenneté. Concrètement, si on ne dit pas ces différences de valeurs, et si l'on ne dit pas comment on peut les rendre compatible avec la participation commune à une convention de ce type, nous avons peur qu'elles finissent par « pourrir » les échanges... Et ce serait fort regrettable, parce que l'on a senti émerger une véritable intelligence collective lors des temps de vendredi et samedi derniers. : chacun dans son domaine de compétence ou par sa propre expérience apporte des réponses aux questions posées par d'autres. Comment dépasser ce léger problème. C'est compliqué à dire mais les organisateurs ont esquissé une réponse en insistant sur le fait que les conventionnels n'étaient pas là pour se convaincre les uns les autres mais pour trouver des terrains de construction de propositions faisant un minimum l'unanimité, après avoir exprimé des positions qui pouvaient être très diverses.

La forme de travail samedi après-midi élargissant progressivement le débat d'abord en temps de travail personnel, puis en atelier restreint, puis en se confrontant à un autre groupe avant de

rejoindre la plénière fait émerger des idées qui commencent à constituer le squelette de la réflexion commune.

Ce début de consolidation des réflexions nous amène cependant à exprimer une crainte dont nous nous étions déjà fait l'écho lors de la première session. Les conventionnels ont choisi d'aller sur des questions et des enjeux sur lesquels les gouvernements locaux ont peu de prise et sur lesquels, par conséquent, il sera difficile de faire des propositions. Le choix des experts auditionnés a peut-être contribué à cette dérive avec des auditions sur la question des médias (fort apprécié au demeurant) ou de la sécurité et nous nous demandons si l'on ne s'expose pas ce faisant à des déceptions et frustrations. Si l'on maintient ces thèmes il faudra veiller à rapidement identifier quel pourrait être la marge de manœuvre de la société locale et de gouvernements locaux sur ces thématiques.

Le questionnaire adressé via le site à l'ensemble des citoyens de la métropole n'a pas été un succès numériquement mais a fait émerger quelques propositions bien pertinentes. Les citoyens de la convention ont été invités en cette fin d'année et avant la prochaine session à interroger leurs proches. Cette démarche nous semble très pertinente pour légitimer la parole de chacun et élargir la réflexion de la convention.